

(Déclaration)

Attaché au respect des droits des travailleurs et d'autres valeurs relatives à l'exercice du métier de journaliste, le SPPG a toujours dénoncé des pratiques et actes attentatoires à la liberté de la presse, à l'indépendance des médias et des professionnels de l'information mais aussi, à leur sécurité qui est sérieusement menacée depuis quelques temps comme le confirment les commissaires de la HAC, Djènè DIABY et Ibrahima Tawel CAMARA qui, essayant de justifier le retrait illégal des agréments de plusieurs médias, ont déclaré ce mercredi 12 juin devant la presse locale de Kankan que les membres du "CNRD sont prêts à tout; même à égorger....pour conserver leur pouvoir".

Le SPPG prend au sérieux cette déclaration, car ces derniers temps, beaucoup de journalistes font objet de menaces de mort y compris son Secrétaire Général Sékou Jamal PENDESSA dont les avocats ont publié un communiqué le 3 juin courant pour dénoncer les tentatives de kidnapping auxquelles il a échappé (l'une le 23 mai et l'autre le 1er juin 2024).

Le SPPG condamne fermement ces agissements d'un autre âge et appelle les autorités judiciaires à prendre des dispositions à temps pour éviter que le pire n'arrive à un journaliste.

Ces deux commissaires de la haute autorité de la communication en mission officielle de l'institution ont également déclaré devant micros et caméras que la junte militaire "s'en fout des lois. Chez elle, c'est la force qui compte". D'ailleurs, des militaires voulaient même tomber sur des animateurs en pleine émission toujours selon ces émissaires de l'instance de régulation des médias en République de Guinée. Ils ajoutent que la HAC a plusieurs fois demandé aux chroniqueurs et responsables des médias concernés de "fermer les yeux sur les interminables violations des textes de loi contre la presse jusqu'à la fin de la transition".

Là également, le SPPG rappelle que dans une République, il n'y a pas de période pour la violation de la loi, des droits et libertés; fût-elle une transition militaire. Cela est clairement réitéré dans la charte de la transition qui stipule "qu'aucune situation exceptionnelle ne saurait justifier la violation des droits et libertés".

À la suite du premier ministre qui a déclaré le 2 mai dernier que le président de la transition est déçu de certains responsables de médias à qui il aurait fait des faveurs sans avoir en retour leur accompagnement en guise de reconnaissance, les commissaires Tawel et Djènè aussi affirment que les patrons des médias fermés ont directement reçu de l'argent des mains du Général Mamadi Doumbouya. Le non respect des clauses du deal par les patrons serait la cause de la fermeture de leurs entreprises de presse qui a occasionné une perte massive d'emplois de près de 1000 travailleurs injustement contraints à rester à la maison.

Pour faire toute la lumière sur ce scandale de corruption qui implique à la fois le patronat et la présidence de la République, le SPPG exige la publication de la liste dont parlent les

commissaires de la HAC et demande aux patrons qui ont décidé de porter plainte d'aller jusqu'au bout de leur action judiciaire.

En attendant d'y voir clair, le SPPG rappelle que ces pratiques contraires à l'éthique de notre métier et à la morale dans la gestion des affaires publiques (si elles s'avèrent) n'engagent ni les pauvres et innocents employés aujourd'hui condamnés au chômage, encore moins les médias qui ont des comptabilités et services commerciaux bien indiqués pour les négociations des marchés et paiements des factures.

Par conséquent, le SPPG exige la libération des médias et demande réparation pour les dommages et intérêts causés aux travailleurs impactés par ces décisions illégales.

Conakry, le 14 juin 2024

Le Bureau National